

Économie - Inégalité

Respectable Loge, Fraternité 89, Orient de Périgueux, Région 16

Mots-clefs : Écologie, Inégalité

Problématique

Comment faire pour que l'accumulation du capital n'entraîne pas un fossé inégalitaire qui détruit la démocratie.

Comment faire pour que l'activité économique réponde aux besoins de la crise environnementale et climatique.

Analyse de la situation et ce qu'elle est devenue en ces temps de crise, Consommation, Développement durable, Développement social

Les besoins sont actuellement définis uniquement par la recherche du profit et l'accumulation de capital. Ils ne le sont pas par la délibération collective et l'intérêt général.

Les métiers ne sont considérés qu'en fonction de la valeur marchande de leur activité et pas du tout en fonction de leur utilité pour le bien de tous.

Tout étant réduit à de simples marchandises à consommer, les désirs des individus sont transformés en besoins artificiels et les individus en simples consommateurs. L'intérêt général et les besoins vitaux disparaissent derrière cette marchandisation universelle. La politique des prix bas et la publicité sont au service de cette marchandisation.

Les besoins sont toujours politiques et devraient être définis par la délibération collective à partir de la question : Qu'est ce qui est acceptable du point de vue de la soutenabilité et du bonheur des peuples. Ce n'est pas le cas actuellement.

Propositions

Une des revendications des « Amis de la terre » est l'extension de la garantie des marchandises à 10 ans, la loi Hamon a déjà permis de l'étendre à 2 ans.

Pourquoi ne pas soutenir la recreation d'une filière réparation, dans la mesure où l'obsolescence programmée devient interdite. Cela va dans le sens d'une création d'emploi, d'un réaménagement du territoire en ramenant des emplois dans les provinces.

Le poids des « consom'acteurs » devrait pouvoir orienter les productions vers des circuits courts, inciter à une relocalisation de toutes les productions stratégiques pour l'autonomie et la sécurité de la France. Ceci prône une nouvelle alliance entre producteurs et consommateurs. Relocaliser les productions ;

Et puis faire des choix politiques exige d'accroître la connaissance que l'on a de l'activité économique, sans se limiter à ce qui produit de la plus-value financière, et du poids écologique de cette activité et son développement. Ceci nécessite de changer d'indicateurs qui ne se limitent pas au PIB tel qu'il est actuellement, calculer et intégrer des indicateurs de nuisance écologique.

Mais surtout doit-on continuer à laisser la production avoir pour seul objectif la rentabilité la plus grande, la diminution du nombre d'emplois, l'écartement des niveaux de salaires ?

Il faut redonner un sens au travail dans la visée de l'amélioration de la société, de la vie de tous, et de l'épanouissement des capacités de chacun en soutenant l'économie solidaire par exemple.

La réforme des impôts, toujours repoussée, doit être réalisée pour limiter la progression exponentielle des capitaux au détriment des richesses produites par le travail, contenir l'éventail des salaires dans des proportions décentes.

Enfin l'organisation du travail ne peut se faire sans règles. Le code du travail doit être revu afin de protéger et de respecter chacun.

« Il n'est de richesse que d'hommes » écrivait déjà Jean Bodin et nous avons évoqué l'idée selon laquelle l'activité au service des autres était un des fondements de l'estime de soi.

Extension du temps de garantie des produits industriels ; Soutenir la création d'une filière réparation ; Créer des indicateurs nouveaux d'analyse et suivi de la production et des services ; Redonner du sens au travail ; renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu ; Protection du code du travail